CENTRE RÉGIONAL D'ASSISTANCE TECHNIQUE DU FMI POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT D'EXECUTION — **Année fiscale 2025**

Sommaire

Discours d'ouverture 3

Résumé Exécutif 5

Principaux agrégats macro-économiques 6

Principaux résultats atteints.....7

Etats financiers 12

Programme de travail pour l'année fiscale 2026 14

Mouvements du personnel 28

Introduction

La 35ème réunion du Comité d'orientation de l'AFRITAC de l'Ouest, présidée par son Excellence Monsieur Sid'Ahmed Ould Bouh, Ministre de l'économie et des finances de la République islamique de Mauritanie, s'est tenue à Nouakchott les 25 et 26 juin 2025.

Le présent rapport revient sur les messages clés et les résultats obtenus au cours de l'année fiscale 2025, qui marque le démarrage de la Phase V du Centre (2024-2029).



Photo de famille lors de la cérémonie d'ouverture des travaux de la 35ème réunion du Comité d'orientation de l'AFRITAC de l'Ouest (Nouakchott, juin 2025)

PARTENAIRES

Union européenne

France

Chine

Luxembourg

Pays-Bas

Banque européenne d'investissement

Suisse

Norvège

Belgique

Allemagne

MEMBRES

Bénin

Burkina Faso

Côte d'Ivoire

Guinée

Guinée-Bissau

Mali

Mauritanie

Niger

Sénégal

Togo

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AE	Autorisations d'engagement
AF	Année fiscale
AFD	Agence française de développement
AFO	AFRITAC de l'Ouest
AFRITAC	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique
AFW	AFRITAC de l'Ouest
ANSADE	Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Économique
ASS	Afrique subsaharienne
ATAF	African Tax Administration Forum
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCRG	Banque centrale de République de Guinée
BO	Bilan d'ouverture
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CDCP	Comptabilité en droits constatés et
CIB	patrimoniale Contrôle interne budgétaire
CIC	Contrôle interne comptable
CNT	Comptes nationaux trimestriels
CR	Conseiller Résident
CUT	Compte unique du Trésor
DGB	Direction générale du budget
DGBF	Direction générale du budget et des finances
DGCI	Direction générale des contributions et des impôts
DGD	Direction générale des douanes
DGDP	Direction générale de la dette publique
DGI	Direction générale des impôts
DGID	Direction générale des impôts et des domaines
DGPEE	Direction générale des prévisions et des études économiques
DGT/DGTCP	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique
DIS	Direction de l'informatique et de la statistique
DLR	Direction de la législation et de la règlementation
DNB	Direction nationale du budget
DNEEP	Direction nationale des études économiques et prévisions
DNP-APD	Direction nationale de la dette et de l'aide publique au développement
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique
FAD	Département des finances publiques du FMI
FMI	Fonds monétaire international
FRAT	Outil d'évaluation des risques budgétaires
GAR	Gestion axée sur les résultats
GFP	Gestion des finances publiques
IFRS	*International Financial Reporting Standards*
INS/ INSTAT	Institut national de la statistique
ISORA	International Survey on Revenue Administration
LBC/FT	Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme
MCM	Département des capitaux et des marches monétaires du FMI
MQC	Modèles quasi-comptables
MSFP	Manuel de statistiques de finances publiques
SDMT	Stratégie de gestion de la dette à moyen terme
MTRS/SRMT	Stratégie de mobilisations des recettes à moyen-terme
ONS	Office national de la statistique
OTR	Office togolais des recettes
PAP	Projets annuels de performance
PCE	Plan comptable de l'Etat
PED	Plans d'engagement des dépenses de
PEFA	l'Etat Méthodologie d'évaluation de la performance de GFP
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Évaluation de la gestion de l'investissement public
PPAT	Projet pluriannuel d'assistance technique
PPP	Partenariat public privé
PTE	Plans de trésorerie de l'Etat
RC	Renforcement de capacité
SCN	Système de comptabilité nationale
SDMT	Stratégie de la dette à moyen-terme
SFP	Statistiques des finances publiques
SGCBU	Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA
SRMT	Stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme
TADAT	Tax Administration Diagnostic Assessment Tool
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
TRE	Tableau des emplois ressources
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UMOA	Union monétaire ouest-africaine
UT	UMOA-Titres



SID'AHMED OULD BOUH
Ministre de L'Economie et des Finances de la République Islamique De Mauritanie,
Président du Comité d'orientation de L'AFRITAC De L'ouest

Extrait du discours de M. Bouh au cours du CO 2025

*''… **L'AFRITAC de l'Ouest joue un rôle crucial dans le renforcement des capacités institutionnelles de nos pays**, engagés qu'ils sont à concevoir et à exécuter des stratégies de réduction de la pauvreté, afin de pouvoir avancer, en s'appuyant sur de solides politiques macroéconomiques et financières.*

…Aux termes des catalogues de délivrance de l'assistance technique, chaque pays membre reçoit en moyenne 10 missions d'assistance technique par an depuis la troisième phase et plusieurs centaines de nos cadres sont formés chaque année lors des séminaires régionaux et voyages d'études auprès des pairs. Les actions de renforcement des capacités déployées par l'AFRITAC de l'Ouest contribuent sans nul doute au développement de nos pays et les illustrations sont légion.

…La survie du centre repose sur ce partenariat tripartite entre nos partenaires techniques et financiers, le FMI et nos pays membres, lequel permet le renforcement des capacités de nos cadres et un pilotage de nos administrations mieux axé sur les résultats assurant ainsi une meilleure gouvernance de nos institutions.''

…Sur ce, je souhaite plein succès au Mali qui présidera le Comité d'orientation pour deux ans. ″



MOHAMED LEMINE DHEHBY
Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM)

Extrait du mot de M. Dheby à l'endroit du Centre

*"…**La collaboration avec l'AFRITAC de l'Ouest se poursuit sur différents sujets d'importance** dont notamment la mise en place des normes comptables dites IFRS, le développement de la supervision sur base consolidée afin de suivre les risques induits par la croissance externe des banques, notamment à l'international, et la prise en compte des risques financiers liés au climat. De plus, le Centre a œuvré, de manière constante, à la mise à jour de la réglementation prudentielle applicable aux banques.*

À cet égard, l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest a permis de redéfinir des prescriptions qualitatives en matière de Gouvernance des banques, en 2022, puis de contrôle interne et de gestion des risques en 2023. Très récemment, des dispositions spécifiques au risque informatique et au risque Cyber ont été introduites fin 2024 dans un contexte de menace grandissante.

Ce faisant, le Centre a, à chaque fois, accompagné la BCM à travers un support et une assistance, des formations pour ses cadres mais aussi dans des actions de communication à destination de la place bancaire."



ORAL WILLIAMS
Directeur de l'AFRITAC de l'Ouest

Extrait du discours de M. Williams au cours du CO 2025

*"… **L'année fiscale 2025 qui marque le démarrage de la 5e phase du Centre capitalise sur les leçons de la 4e phase et les recommandations de l'évaluation externe.** Globalement, la performance du Centre a été satisfaisante.*

Néanmoins, des défis majeurs restent à relever et je voudrais ici en aborder trois auxquels nous faisons face : (i) le besoin d'un financement durable de nos activités ; (ii) une meilleure collaboration entre les parties prenantes ; et (iii) le renforcement de l'évaluation de l'impact de nos actions.

Le Centre a entrepris de renforcer son cadre logique autour d'indicateurs de performance mieux ciblés, pour mesurer, de manière plus fine, l'impact de nos actions.

Je voudrais ici remercier tout particulièrement nos partenaires techniques et financiers... rejoints depuis peu par le Royaume d'Arabie Saoudite. Je tiens également à réitérer la profonde gratitude du FMI à l'égard du Gouvernement du Japon, qui soutient depuis mai 2020 les activités d'assistance technique en matière de gestion de la dette, au profit de nos pays membres."

RESUME EXECUTIF

L'Afrique subsaharienne fait face à une conjoncture mondiale difficile, marquée par la hausse des coûts d'emprunt, la baisse de la demande mondiale et une incertitude économique croissante. Malgré une reprise économique amorcée, les défis restent importants pour les pays de la région.
La croissance régionale est estimée à **3,8 % en 2025** et **4,2 % en 2026**, freinée par des conditions financières tendues et des prix de matières premières en baisse. Les pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest (AFO) affichent une croissance supérieure à la moyenne régionale, mais continuent de faire face à des déficits budgétaires élevés et à une dette publique importante.
Le **renforcement des capacités** reste essentiel pour aider les décideurs à relever ces défis. Les priorités du FMI en matière d'assistance technique incluent la gestion financière, la dette, la gouvernance, les statistiques, et la supervision bancaire.
En **2025**, première année de la **Phase V** du programme, l'AFO a mené de nombreuses missions et formations, avec des résultats concrets :

- Évaluation de la stratégie de mobilisation des recettes au Sénégal.
- Appui à la réforme douanière en Mauritanie.
- Élaboration de guides et stratégies en matière d'investissement public, fiscalité, et gestion de la dette.

La coopération avec les partenaires techniques et financiers s'est renforcée, avec des visites de terrain et des échanges réguliers. Le Centre a également mis en œuvre les recommandations de l'évaluation externe de la Phase IV.
Des progrès ont été réalisés dans plusieurs domaines :

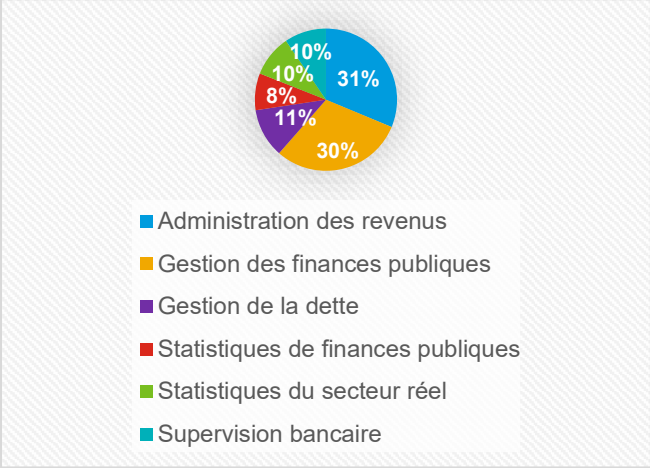
- Gouvernance fiscale au Burkina Faso.
- Modernisation de l'administration fiscale en Guinée-Bissau.
- Mise en place du contrôle interne budgétaire en Côte d'Ivoire.
- Marquage budgétaire sensible au climat au Niger et en Mauritanie.
- Renforcement de la supervision bancaire en Mauritanie et en Guinée.

Le programme de travail pour **2026** prévoit :

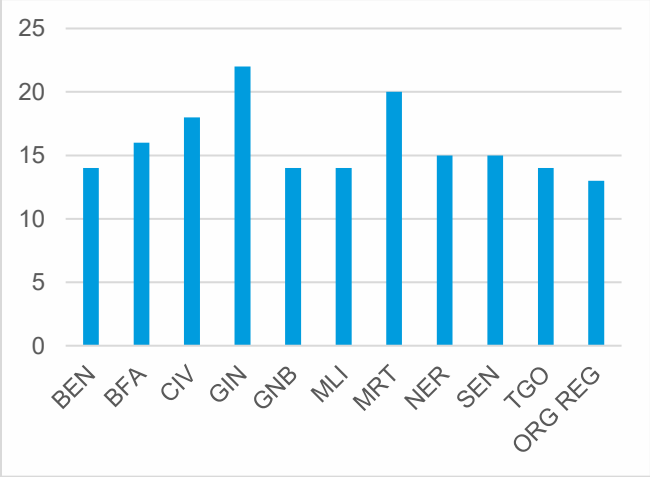
- 175 missions techniques.
- 19 séminaires.
- 5 stages d'immersion.
- Un budget de **10 millions USD**.

Les domaines prioritaires incluent la gestion des finances publiques, la dette, les statistiques, la supervision bancaire et l'administration des recettes

Graphique 1. Répartition des missions d'AT de l'AF 2026 par domaines



Graphique 2. Répartition des missions d'AT de l'AF 2026 par bénéficiaires



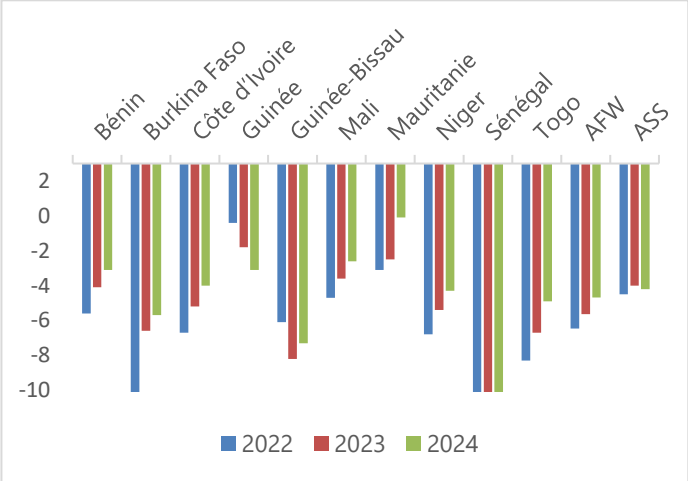
PRINCIPAUX AGRÉGATS MACROECONOMIQUES

Tableau 1. TAUX DE CROISSANCE DU PIB REEL
(en pourcentage)

	2022	2023	2024
Bénin	6.3	6.4	6.5
Burkina Faso	1.5	3	4.4
Côte d'Ivoire	6.4	6.5	6
Guinée	4	5.7	4.1
Guinée-Bissau	4.6	5.2	4.7
Mali	3.5	4.7	4.4
Mauritanie	6.8	6.5	4.6
Niger	11.9	2.4	10.3
Sénégal	4	4.3	6.7
Togo	5.8	5.6	5.3
AFW	5.5	5.0	5.7
ASS	4.1	3.6	4

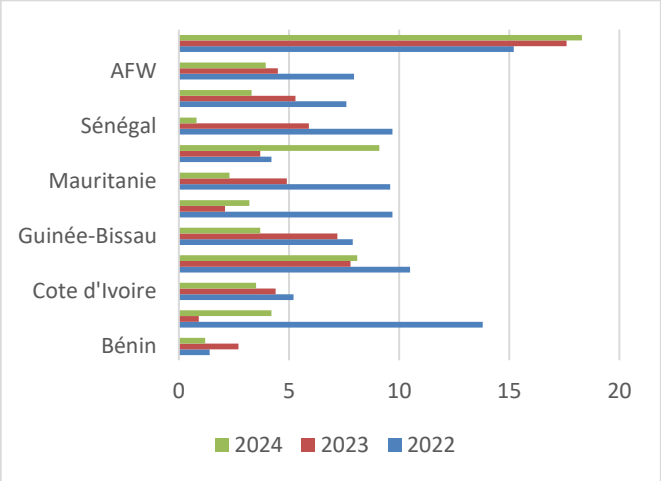
Source : FMI, base de données des Perspectives économiques régionales avril 2025.

Graphique 3.SOLDE BUDGETAIRE
(en pourcentage du PIB)



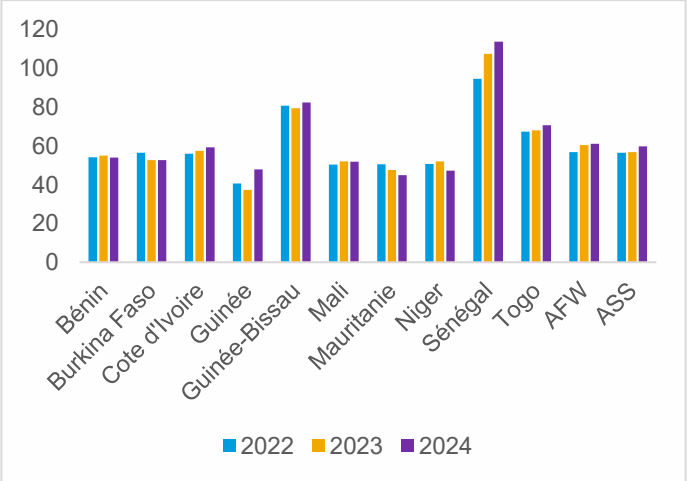
Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales avril 2025.

Graphique 4. VARIATION DES PRIX DE 2022 A 2024
(en pourcentage)



Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales avril 2025.

Graphique 5. EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(en pourcentage du PIB)



Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales avril 2025.

- **Activités réalisées** :

  Sur les 163 activités prévues, **134 ont été réalisées** :

  – 116 missions d'assistance technique

  – 15 séminaires régionaux

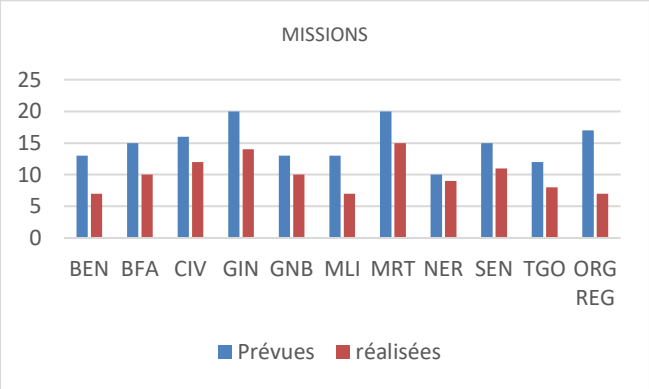
  – 3 stages d'immersion

  – Coût total: **9 million**[1] **USD**

- **Pays les plus appuyés** :

  La **Mauritanie**, la **Guinée**, la **Côte d'Ivoire** et le **Sénégal** ont reçu le plus d'interventions.

Graphique 6. Exécution du programme de travail de l'AF 2025 (Situation au 30 avril 2025)



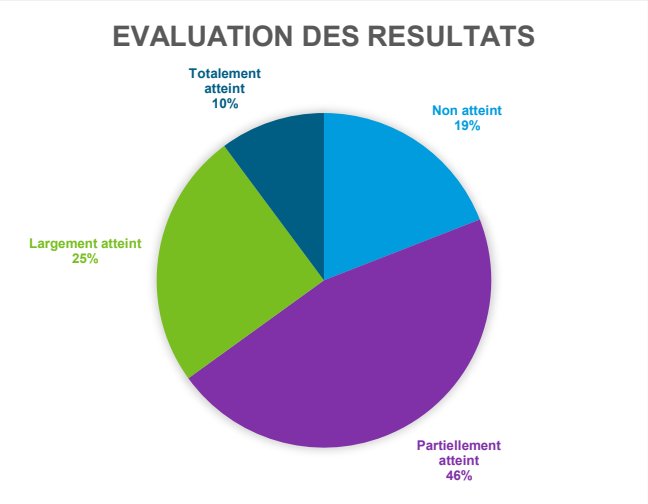
Source : AFO

- **Taux de réalisation:**

  – 81% des résultats ont été atteints

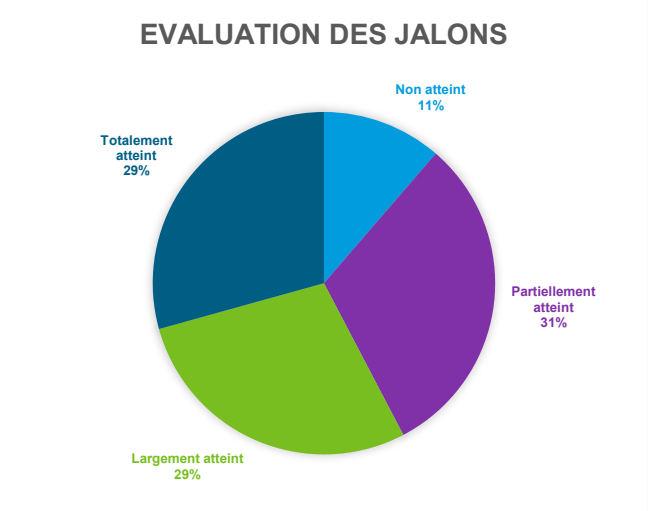
  – 89 % des jalons ont été atteints Malgré des contraintes sécuritaires et politiques dans certains pays, la majorité des objectifs ont été atteints.

Graphique 7. Rendement global des résultats et des jalons, AF25



Source: AFW / FMI, données CDMAP

Graphique 7. Rendement global des résultats et des jalons, AF25



Source: AFW / FMI, données CDMAP

- **Domaines les plus actifs:**

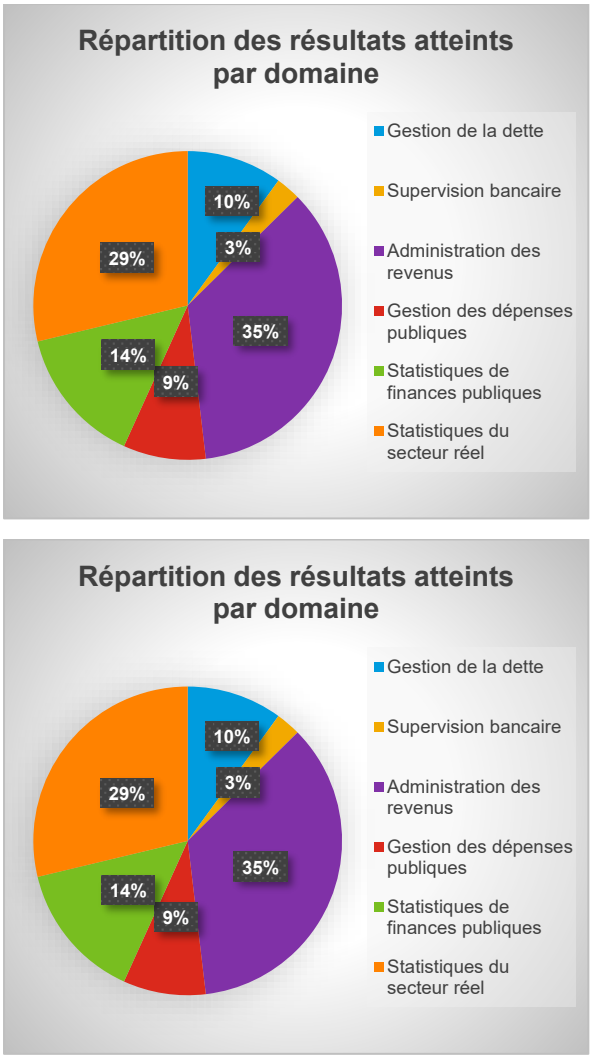
  – **Administration des revenus** : plus de 50 % des résultats et jalons

  – **Supervision bancaire**: 84 % des résultats atteints

[1] Ce cout ne prend pas en compte le domaine de la dette, financé par le Japon.

- **Gestion des dépenses publiques** : 56 % des jalons atteints
- **Statistiques du secteur réel** : 52 % des jalons atteints
- **Gestion de la dette** : 59 % des jalons atteints

Graphique 8. Répartition des résultats et jalons obtenus par domaine



Source: AFW / FMI, données CDMAP

ADMINISTRATION DOUANIERE

L'AFRITAC de l'Ouest (AFO) a mené **19 activités** dans le domaine douanier, visant à :

- Améliorer la gestion des risques et la sélection des contrôles,
- Mieux maîtriser la base taxable à l'importation,
- Digitaliser les procédures de dédouanement,
- Renforcer le suivi des exonérations.

Moments clés:

- **Conférence régionale à Bamako** : Le conseiller résident (CR) a présenté les travaux de l'AFO et échangé avec 21 administrations douanières pour renforcer la coopération.
- **Guinée-Bissau**:
  - Appui à la réforme des ressources humaines dans le cadre du plan stratégique 2024–2029.
  - Formations sur les procédures de dédouanement.
  - Mise en place d'un système de gestion RH aligné sur les standards internationaux.
- **Sénégal**:
  - Participation à l'évaluation de la stratégie de mobilisation des recettes.
  - Élaboration d'une stratégie de gestion des données douanières.
  - Diagnostic des capacités de mise en œuvre des réformes et préparation d'un cadre de gestion de projet pour la période 2026–2030.
- **Mauritanie:**
  - Évaluation des réformes douanières et élaboration d'un plan 2025–2028.
  - Renforcement du partenariat avec la DGD.
  - Stratégie de modernisation axée sur recettes, commerce et sécurité.
  - Mise en place d'un cadre RH basé sur les compétences.

- **Burkina Faso**
  - Mission sur la gouvernance douanière : audits, digitalisation, lutte contre la corruption.
  - Appui RH : outils et descriptions de poste alignés sur la stratégie.
  - Autres pays (Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Togo)
  - Appui à la modernisation douanière : réformes, gouvernance, RH, lutte contre la fraude.
  - Plans stratégiques et diagnostics pour renforcer les capacités et la conformité.



Séance de travail avec la douane burkinabè

ADMINISTRATION FISCALE

L'AFO a mené 20 missions d'assistance technique et 2 séminaires régionaux pour appuyer les administrations fiscales des pays membres, en lien avec les programmes du FMI. Les interventions ont ciblé l'amélioration de la gestion des risques de non-conformité et le renforcement des fonctions clés. Au Bénin, l'appui a porté sur l'analyse risque, le recouvrement des arriérés fiscaux et l'intégrité du fichier des contribuables, avec des résultats concrets **tels que la constitution d'un portefeuille de RAR assaini et la mise en place de partenariats pour fiabiliser les données.** Au Burkina Faso, une mission de diagnostic a permis d'identifier les faiblesses du cadre de gouvernance fiscale et les risques de corruption, ouvrant la voie à des réformes ciblées. En Côte d'Ivoire, les efforts ont porté sur l'évaluation du plan stratégique de la DGI et la mise en place d'une plateforme de coordination entre partenaires techniques. En Guinée, les missions ont soutenu la transformation digitale, la fiscalité minière et l'apurement des arriérés. En Guinée-Bissau, l'introduction de la TVA a été accompagnée par des formations et des actions pour fiabiliser le fichier des contribuables. Au Mali, l'appui a concerné l'immatriculation en ligne et la gestion des risques fiscaux des grandes entreprises. En Mauritanie, plusieurs missions ont permis d'améliorer l'apurement comptable et de moderniser la structure organisationnelle de la DGI. Au Niger, les interventions ont renforcé la collaboration entre Impôts et Douanes et introduit l'analyse risque dans le contrôle fiscal. Au Sénégal, un projet de réforme 2025–2029 a été élaboré pour soutenir la stratégie de mobilisation des recettes. Enfin, au Togo, une mission a permis d'identifier les besoins prioritaires et de préparer une nouvelle évaluation TADAT.



Le Ministre du Budget reçoit la mission pour discuter des priorités de l'administration fiscale.

Mission Guinée

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

En 2025, AFO a mené plusieurs missions pour renforcer la gestion des finances publiques dans neuf pays. Les interventions ont porté sur la gestion budgétaire, la comptabilité, la trésorerie de l'État, le compte unique du Trésor (CUT), et le marquage budgétaire sensible au genre, au climat et à l'environnement. Des formations ont été organisées sur l'évaluation PEFA, la structuration des politiques publiques en programmes budgétaires, la comptabilité matière, et l'utilisation d'outils numériques comme JasperSoft Server pour améliorer le reporting. Des feuilles de route, guides et référentiels ont été élaborés ou validés pour appuyer les réformes, notamment en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Niger, au Togo et en Mauritanie.

ANALYSE MACRO-BUDGETAIRE

Le programme d'activités a renforcé l'intégration des prévisions macroéconomiques et budgétaires, avec un accent sur la gestion des risques fiscaux et l'amélioration des outils de prévision. Le CR a participé à plusieurs ateliers régionaux (UEMOA, BOAD, FMI) pour partager des bonnes pratiques, présenter des modèles d'analyse comme STAMP, et discuter des défis liés à la dette, à la croissance et au changement climatique. Ces interventions ont contribué au renforcement des capacités et à la résilience économique des États membres.

Le CR a apporté un appui technique dans plusieurs pays pour renforcer les capacités en matière de prévision macroéconomique et de gestion des risques budgétaires. En Côte d'Ivoire, il a soutenu l'analyse des risques liés aux chocs économiques et climatiques. En Guinée, il a contribué à l'étude du potentiel fiscal. Au Mali, il a appuyé l'utilisation d'un modèle rénové pour le cadrage macroéconomique. En Mauritanie, il a évalué le modèle de projection budgétaire. Au Niger, il a aidé à la mise à jour du modèle Ayorou. Au Sénégal, il a intégré le secteur pétrole et gaz dans le modèle macro-fiscal. Au Togo, il a renforcé les capacités sur les risques budgétaires et la gouvernance des entreprises publiques. Enfin, au Burkina Faso, il a soutenu le calibrage du modèle IAP pour améliorer les projections budgétaires.



Atelier de formation au Niger

GESTION DE LA DETTE ET DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS

Le CR a soutenu les États dans la gestion prudente de leur dette publique et le développement des marchés locaux de titres d'État, notamment à travers des formations, des missions techniques et des conseils stratégiques.



Séminaire conjoint AFW-AFC, Douala, juillet 2025

Au Sénégal, en Guinée, au Bénin, au Burkina Faso et en Mauritanie, il a appuyé l'élaboration de stratégies de gestion de la dette, renforcé les capacités sur les outils de viabilité et de financement, et proposé des améliorations institutionnelles. Ces interventions ont permis de mieux structurer les cadres de gestion, d'améliorer la transparence, et de dynamiser les marchés financiers publics.

Au Bénin, il a aidé à élaborer un manuel de procédures adopté officiellement, formé des agents à la stratégie de gestion de la dette, et facilité un échange d'expériences avec le Maroc. En Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau, des formations ont permis de renforcer les capacités sur la viabilité de la dette et la gestion des données. Au niveau régional, deux séminaires ont été organisés : l'un sur le cadre réglementaire de la dette publique en Afrique centrale et de l'Ouest, et l'autre sur les instruments de financement ESG, favorisant le partage d'expériences et l'amélioration des pratiques.



Séminaire conjoint AFW-AFC, Douala, juillet 2025

SUPERVISION BANCAIRE

Le CR a renforcé les capacités des banques centrales, notamment en Mauritanie et en Guinée, pour améliorer la supervision bancaire selon les standards de Bâle II/III. En Mauritanie, plusieurs missions ont permis de développer des méthodologies de contrôle, de formaliser des procédures internes, et d'introduire la surveillance sur base consolidée et la norme IFRS 9. En Guinée, l'appui a porté sur la gouvernance bancaire, la mise en œuvre du ratio de liquidité à court terme, et le renforcement du processus de revue prudentielle avec des indicateurs d'alerte précoce. Ces actions visent à renforcer la stabilité financière et la résilience du secteur bancaire.

Les indicateurs d'alerte précoce sont essentiels pour anticiper les risques dans le secteur bancaire et renforcer la stabilité financière. Ils permettent aux autorités de supervision d'identifier rapidement les vulnérabilités, de prioriser les interventions, de prévenir les crises, et de garantir le respect des normes réglementaires. L'AFRITAC de l'Ouest a appuyé les juridictions bancaires de son périmètre dans le développement de systèmes d'alerte précoce, en s'appuyant sur les recommandations du Comité de Bâle. Cet appui a permis d'identifier des indicateurs pertinents, de calibrer les seuils d'intervention, et de formaliser les procédures de traitement des alertes.

Au niveau régional, le CR a renforcé les capacités du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA (SGCBU) à travers des formations sur la supervision des établissements de paiement et de monnaie électronique, les indicateurs d'alerte précoce, et la norme IFRS 9. Un séminaire a également été organisé sur la digitalisation des activités bancaires, mettant en lumière les enjeux liés aux risques cyber, à la supervision et à la résilience opérationnelle. Ces initiatives ont permis de mieux outiller les superviseurs face aux évolutions du secteur financier.



Allocution du Directeur de l'AFO lors du séminaire régional (SGCBU)

STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES (SFP)

AFW appuie les pays membres dans l'adoption des normes internationales en matière de statistiques de finances publiques (MSFP 2014) et de dette publique (SDSP 2011). En 2025, seize missions, deux séminaires et deux stages ont été réalisés. Des progrès notables ont été enregistrés au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Sénégal, au Togo, en Mauritanie, au Niger et en Guinée-Bissau, notamment dans la consolidation des données pour le gouvernement général, l'intégration des entreprises publiques, et l'amélioration de la qualité des statistiques de la dette. Plusieurs pays ont renforcé la cohérence entre flux et stocks, élargi la couverture institutionnelle, et intégré leurs données dans la base conjointe FMI/Banque mondiale. Des programmes d'apprentissage par les pairs et des séminaires régionaux ont permis de partager les bonnes pratiques, notamment sur la sectorisation des unités du secteur public et le concept de résidence dans les statistiques macroéconomiques.



Seminaire STA, Dakar, juillet 2025

STATISTIQUES DU SECTEUR REEL

AFW a accompagné ses pays membres dans la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale 2008 et le changement d'année de base, avec un appui particulier au Bénin, à la Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger pour la mise en place des comptes nationaux trimestriels. En 2025, neuf missions d'assistance technique et deux ateliers régionaux ont permis d'améliorer la qualité des comptes annuels et trimestriels, de renforcer les capacités des instituts nationaux de statistique, et d'intégrer de nouvelles données. Des progrès ont été réalisés dans plusieurs pays, notamment en Guinée-Bissau, au Mali, au Sénégal, au Togo, en Mauritanie, au Burkina Faso et au Niger, avec des efforts spécifiques sur la réconciliation des données, l'analyse des séries temporelles, l'élaboration des comptes d'opérations financières et la coopération interinstitutionnelle. Au niveau régional, les ateliers ont renforcé les compétences sur la compilation des comptes trimestriels et l'amélioration des comptes annuels selon les normes internationales



Séance de travail lors du séminaire régional sur la correction des variations saisonnières à Dakar, du 18 au 22 août 2025.

ETATS FINANCIERS

Le budget de la cinquième phase de financement du Centre s'élève à 49,4 millions USD (Phase V, septembre 2024-avril 2029).

Les pays membres contribueront financièrement à hauteur de 8 millions USD, dont 3,5 millions USD transférés de la phase IV et la Côte d'Ivoire, pays hôte, continuera de mettre gracieusement à disposition les locaux nécessaires au bon fonctionnement du Centre.

Le FMI et nos partenaires institutionnels contribueront à hauteur de la différence, soit 41,4 millions USD, étant précisé que le FMI contribuera à hauteur de 7,3 millions USD pour financer le personnel local et au moins un Conseiller résident supplémentaire.

À ce stade, le financement du budget est assuré à hauteur de 44%, notamment grâce aux contributions de l'Union européenne, de la France, de la Chine, de l'Allemagne, principaux partenaires de la Phase IV, ainsi que de la Belgique, qui nous a rejoint pour la Phase V. Les autres partenaires de la phase IV pourraient se retirer ou contribuer plus tard, tandis que de nouveaux donateurs, comme le Danemark, l'Arabie saoudite ou les États-Unis, ont exprimé leur intérêt de participer au financement du Centre.

Quant aux dépenses engagées au cours de l'année fiscale 2025, elles s'élèvent à 9,1 millions USD, réparties entre 2,8 millions pour mai-août 2024 (112 % du budget prévu, derniers mois de la Phase IV) et 6,3 millions pour septembre 2024-avril 2025 (79 % du budget prévu, début de la Phase V).

Etat des contributions financières pour la Phase V (en USD au 30 avril 2025)

Accord Amendement					Montants reçus	Contributions (USD)	
Partenaires Membres	Date de signature	Devise	Montants	Montants en USD	Montants en USD	Sollicitées	Futures contributions
Partenaires				**21,492,589**	**17,848,026**	**-**	**3,638,514**
Belgique	12/09/2021	EUR	1,000,000	1,134,816	1,070,017	-	-
Chine	12/21/2023	USD	4,000,000	4,000,000	4,000,000	-	-
UE	06/05/2024	USD	10,400,000	10,400,000	10,201,629	-	-
France	04/13/2024	EUR	4,600,000	4,896,765	1,509,120	-	3,638,514
Allemagne	12/22/2022	EUR	1,000,000	1,061,008	1,067,260	-	-
Total Partenaires				**21,492,589**	**17,848,026**	**-**	**3,638,514**
Transferts internes							
France				394,357	394,357	-	-

Total Transferts internes	**394,357**	**394,357**	**-**	**-**
Pays hôte en nature	600,000			
FMI	7,300,000			
Total FMI et Pays hôte	7,900,000			
Grand Total	**29,786,946**	**18,242,383**	**-**	**3,638,514**
Budget Document Programme	57,300,000			
Solde	-27,513,054			

Détails des flux de trésorerie et mise en œuvre du budget (en milliers de USD au 30 avril 2025)

Cumulatif	AF 2020	AF 2021	AF 2022	AF 2023	AF 2024	AF 2025	Total
Contributions	**33,338**	**4,135**	**1,124**	**5,048**	**1,391**	**372**	**45,409**
Bénin	305	-	-	192	-	-	496
Burkina Faso	100	-	-	-	-	-	100
Chine	4,000	-	-	-	-	-	4,000
Côte d'Ivoire	604	-	-	-	-	-	604
Initiative COVID19	-	-	-	-	172	-	172
Union européenne	10,752	668	-	443	-	-	11,864
Banque européenne d'investissement	244	-	-	-	-	-	244
France	3,716	949	-	4,048	-394	-	8,319
Allemagne	5,631	11	-	-	-	-	5,642
Guinée	-	100	-	-	-	-	100
Luxembourg	4,528	1,199	-	-	-	-	5,727
Mali	200	-	-	-	-	-	200
Mauritanie	-	-	-	-	-	372	372
Pays-Bas	-	1,208	-	-	1,021	-	2,229
Norvège	2,743	-	1,124	366	-	-	4,233
Sénégal	-	-	-	-	593	-	593
Suisse	515	-	-	-	-	-	515
Intérêts gagnés	612	1	8	327	346	73	1,368
Total de liquidités disponibles	33,950	4,136	1,132	5,376	1,737	445	46,778
Dépenses Payées	21,073	4,111	5,376	5,974	7,534	2,521	46,589
Solde de trésorerie	12,877	12,903	8,659	8,061	2,265	189	189

Exécution du budget de l'année fiscale 2025, Phase IV (en milliers de USD au 30 avril 2025)

	Projet	Résumé de la Phase		AF2025		
		Budget Programme	Dépenses	Budget opérationnel	Dépenses	Exécution (%)
Gestion des dépenses publiques		8,580	13,660	527	679	129%
Administration douanière		4,890	4,187	177	103	58%
Administration fiscale		6,257	7,692	670	417	62%
Supervision bancaire		3,906	4,572	245	310	127%
Gestion de la dette		3,957	2,020	0	0	-
Statistiques du secteur réel		4,820	4,826	306	365	119%
Statistiques de finances publiques		4,456	3,209	216	254	118%
Droit financier et fiscal		-	74	0	0	-
Administration du Projet		1,725	2,567	210	220	105%
Conseiller Macroéconomie		3,941	244	0	0	-
Projet de formation		1,075	300	0	0	-
Gouvernance et Evaluation		639	190	18	9	49%
Budget Stratégique de Reserve		1,000	0	69	0	0%
Sous-Total		45,246	43,541	2,438	2,356	97%
Gestion du fonds fiduciaire		3,167	3,048	171	165	
Total		48,414	46,589	2,609	2,521	97%
Dépenses FMI		3,698	4,999	250	241	96%
Pays hôte en nature		528	568	40	40	100%
Grand Total		52,639	52,156	2,899	2,802	97%

Exécution du budget de l'année fiscale 2025, Phase V (en USD au 30 avril 2025)

	Projet	Résumé de la Phase			AF2025			AF2026
		Budget Programme	Budget opérationnel	Dépenses	Budget opérationnel	Dépenses	Exécution (%)	Budget opérationnel
Gestion des dépenses publiques		13,892,634	13,892,634	1,755,102	2,109,832	1,755,102	83%	2,816,408
Administration douanière		4,805,225	4,805,225	395,336	729,569	395,336	54%	974,192

Administration fiscale	9,933,323	9,933,323	1,386,667	1,555,382	1,386,667	89%	2,002,554
Supervision bancaire	4,822,482	4,822,482	595,635	661,438	595,635	90%	994,602
Statistiques du secteur réel	4,624,712	4,624,712	538,347	587,071	538,347	92%	969,603
Statistiques de finances publiques	4,004,632	4,004,632	467,680	539,478	467,680	87%	828,265
Administration du Projet	2,447,192	2,447,192	180,948	398,309	180,948	45%	493,353
Conseiller Macroéconomie	175,000	175,000	66,005	175,000	66,005	38%	-
Projet de formation	-	-	-	-	-	-	-
Gouvernance et Evaluation	403,731	403,731	-	22,029	-	0%	91,237
Budget Stratégique de Reserve	1,102,612	1,102,612	-	112,218	-	0%	236,731
Sous-Total	46,211,542	46,211,542	5,385,721	6,890,325	5,385,721	78%	9,406,945
Gestion du fonds fiduciaire	3,234,808	3,234,808	377,000	482,323	377,000		658,486
Total	49,446,350	49,446,350	5,762,721	7,372,648	5,762,721	78%	10,065,431
Dépenses FMI	7,253,650	7,253,650	452,769	499,000	452,769	91%	1,460,000
Pays hôte en nature	600,000	600,000	80,000	80,000	80,000	100%	120,000
Grand Total	57,300,000	57,300,000	6,295,491	7,951,648	6,295,491	79%	11,645,431

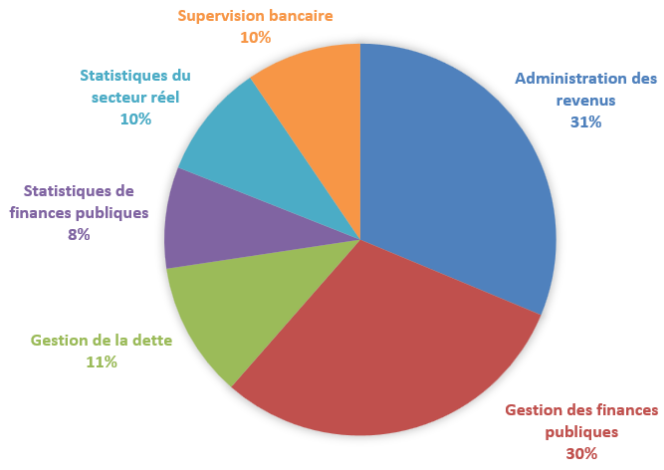
PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'ANNÉE FISCALE 2026

Le programme de travail pour l'année fiscale 2026 prévoit 175 missions d'assistance technique, 19 séminaires régionaux et interrégionaux et 5 stages d'immersion, **pour un cout total de 10 millions USD** (mai 2025-avril 2026). Ce programme s'inscrit dans le cadre de la réalisation des objectifs stratégiques de la cinquieme phase de financement du Centre et tient compte des principales recommandations de l'évaluation externe de la Phase IV.

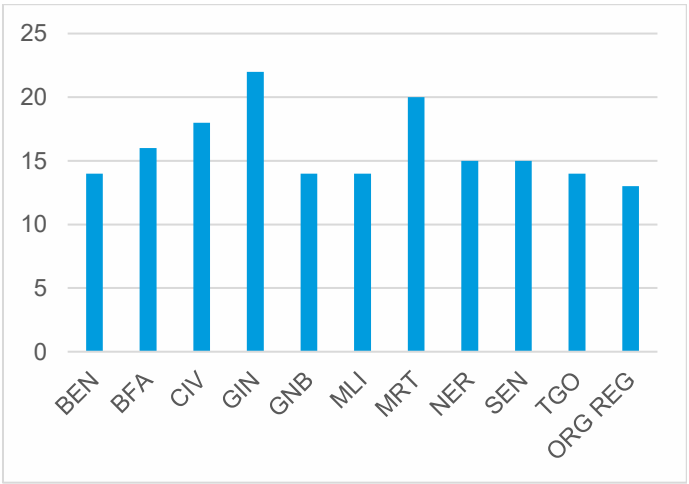
Au cours de cette année fiscale, les engagements régionaux seront renforcés. Le Centre prendra part notamment aux séminaires sur la conjoncture économique en Afrique de l'Ouest francophone en collaboration avec AFRISTAT et l'UEMOA, aux rencontres des professionnels des finances publiques qui seront organisées par la Commission de l'UEMOA et participera au séminaire de la Cour des comptes de l'UEMOA sur l'évaluation de la performance des programmes budgétaires et du contrôle interne. 7 missions d'assistance technique sont également prévues au profit du Secrétariat général de la Commission bancaire (SGCBU) de l'UMOA.

De même, La participation des Conseillers résidents aux activités du siège sera poursuivie afin de dégager des synergies entre les différents programmes d'assistance technique du FMI.

Programme de travail par domaine d'intervention



Programme de travail par pays bénéficiaires



Programme de travail 2026 – Administration douanière

Le programme de travail pour l'année fiscale 2026 vise à soutenir une transformation en profondeur des fonctions essentielles de la douane, tout en assurant leur alignement avec les standards internationaux et les priorités nationales de réforme. Il s'articule autour de six axes stratégiques : (i) le renforcement des fonctions de contrôle a posteriori et de l'évaluation en douane, en vue

d'améliorer la qualité et la performance des contrôles ; (ii) le développement de la gouvernance stratégique, de l'analyse de données et de la gestion du risque, pour soutenir un pilotage fondé sur les résultats ; (iii) la mise en œuvre efficace des plans de réforme et de modernisation, à travers des outils de planification, de suivi et d'évaluation opérationnelle ; (iv) la professionnalisation de la gestion des ressources humaines et le renforcement des capacités, notamment par une offre de formation continue adaptée ; (v) la simplification des procédures douanières, incluant le traitement des exonérations et la fluidification des opérations de dédouanement ; et (vi) la consolidation de la coopération interinstitutionnelle, en particulier entre les douanes et les administrations fiscales, pour renforcer la cohérence de l'action publique.

Ces six axes visent à atteindre cinq objectifs : (i) optimiser l'efficacité des contrôles douaniers, en alignant les pratiques d'évaluation et de vérification sur les standards de l'OMC ; (ii) moderniser la gestion des risques, grâce à l'adoption de cadres structurés et d'outils d'analyse avancés ; (iii) renforcer les compétences organisationnelles et humaines, en dotant les administrations d'outils RH et de dispositifs de formation ciblés ; (iv) soutenir la transparence et l'efficience des régimes fiscaux spécifiques, notamment en matière d'exonérations douanières ; et (v) favoriser la coordination entre les institutions publiques, en mettant en place des mécanismes de partage de données et de collaboration structurée.

Pour mettre en œuvre ces priorités, le programme promeut une approche intégrée de la modernisation, structurée autour de leviers transversaux : (i) gouvernance stratégique : ancrer les réformes dans des plans pluriannuels, adossés à des outils de pilotage fiables ; (ii) culture de la performance : généraliser les indicateurs de résultats (KPIs), renforcer les capacités de reporting et de redevabilité ; (iii) transition numérique : améliorer la gouvernance des données, automatiser les processus, favoriser l'interopérabilité des systèmes ; (iv) contrôle ciblé et intelligent : renforcer les dispositifs de gestion des risques et la sélectivité des interventions ; (v) capital humain : professionnaliser la fonction RH, structurer les parcours de formation et de montée en compétence ; (vi) rationalisation des processus : simplifier les procédures, renforcer l'efficacité des contrôles a posteriori et moderniser les fonctions fiscales ; et (vii) synergie institutionnelle : promouvoir le dialogue et la coopération avec les autres administrations (fisc, trésor, économie).

Actions programmées	Nombre
Missions d'assistance technique	26
Ateliers régionaux ou inter-régionaux (Contrôle *a posteriori* et analyse de données)	2
Stages d'immersion (Guinée, Mauritanie)	2

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	2	Stratégie d'analyse de données	Stratégie analytique adoptée
		Guide Contrôle *a posteriori* (PCA)	PCA renforcé
Burkina Faso	2	Evaluation en douane	Alignement OMC
		Revue des processus de dédouanement	Procédures simplifiées
Côte d'Ivoire	3	Stratégie Data	Stratégie renforcée
		Contrôle *a posteriori* (PCA)	Ciblage amélioré
		Renseignement douanier	Renseignement opérationnel
Guinée	3	Gestion des risques	Gestion des risques renforcée
		Contrôle *a posteriori* (PCA)	Ciblage amélioré
		Planification stratégique	Pilotage renforcé
Guinée-Bissau	2	Gestion des ressources humaines	Ressources humaines modernisées
		Formation	Formation intégrée
Mali	3	Gestion des risques	Gestion des risques renforcée
		Gouvernance des données	Gouvernance des données améliorée
		Gestion des ressources humaines	Ressources humaines modernisées
Mauritanie	3	Gestion des risques	Gestion des risques renforcée
		Contrôle *a posteriori* (PCA)	Ciblage amélioré
		Suivi stratégique	Pilotage renforcé
Niger	3	Gestion des risques	Gestion des risques renforcée
		Gestion des exonérations	Gestion des exonérations améliorée
		Diagnostic contrôle *a posteriori* (PCA)	Points de faiblesse identifiés
Sénégal	3	Contrôle *a posteriori* (PCA)	Ciblage amélioré
		Gestion des risques	Gestion des risques renforcée
		Coopération douane-impôts	Coopération consolidée
Togo	2	Stratégie Data	Outils d'analyse risque adoptés
		Gestion des exonérations	Rationalisation des régimes

Les activités programmées pour l'année fiscale 2026 continueront de s'inscrire autour des deux axes du cadre logique validé par le Comité d'orientation de l'AFRITAC de l'Ouest : (i) contribuer au renforcement des fonctions essentielles des administrations fiscales ; et (ii) accompagner les administrations fiscales engagées dans des projets de réformes structurés et à moyen terme. Sous la supervision du Département des finances publiques (FAD) du FMI, et en collaboration avec les principaux partenaires techniques engagés dans les réformes d'administration fiscale[2], les activités de l'AFRITAC de l'Ouest se concentreront sur : la fiabilisation du répertoire des contribuables, l'élargissement de l'assiette fiscale, l'analyse et la gestion des principaux risques fiscaux, l'élaboration de plan d'amélioration de la conformité fiscale, la recherche et le traitement des informations et données, le recouvrement des arriérés fiscaux et l'amélioration de la qualité des programmes de contrôle fiscal. Dans les cas où les capacités des administrations fiscales sont jugées adéquates, les conseillers résidents proposeront d'accompagner, de manière pragmatique et en coordination avec le siège, les états membres dans l'amélioration du cadre de gouvernance et le renforcement de la redevabilité et de la transparence des administrations fiscales, la préparation des prochaines évaluations TADAT, la formulation ou la mise en œuvre de stratégies de mobilisation des recettes à moyen-terme (SRMT).

Une attention particulière sera toujours portée sur l'accompagnement des états fragiles et affectés par les conflits (FCS). Le dispositif actuel d'accompagnement (mission sur terrain, à distance ou hybride, *peer-learning*) au bénéfice des administrations fiscales du Burkina Faso, du Mali, du Niger et de la Guinée-Bissau, sera poursuivi. Les conseillers en charge de ces pays continueront de développer une approche flexible et adaptée aux défis immédiats des autorités en matière de mobilisation des recettes, aux besoins *ad hoc* exprimés, ainsi qu'aux capacités en place et ressources disponibles. Les interventions porteront toujours sur les thématiques définies dans le cadre des deux axes définis ci-avant et notamment celui portant sur les fonctions essentielles (maitrise du répertoire, élargissement de l'assiette, contrôle, recouvrement, etc.).

Le renforcement de la collaboration avec la Commission de l'UEMOA constituera un des leviers majeurs pour initier du niveau régional des réformes dans les pays membres. Effet, intensification de cette collaboration facilitera le partage des bonnes pratiques et la mise en œuvre des outils adoptés par les pays membres lors des ateliers régionaux, notamment cette année ceux visant : (i) le renforcement des cadres de gouvernance de l'administration fiscale ; (ii) l'harmonisation des procédures et des systèmes de comptabilité des recettes et du remboursement des crédits de TVA ; ainsi que (iii) l'harmonisation des modalités de règlement du contentieux fiscal. Cette collaboration avec la Commission de l'UEMOA fera l'objet d'un projet spécifique, capitalisant sur le leadership de la Commission et sa capacité à impulser les réformes d'administration fiscale soutenant l'harmonisation des pratiques et l'intégration régionale.

Actions programmées	Nombre
Missions d'assistance technique	31
Atelier régionaux ou inter-régionaux (Contentieux, gouvernance et système de comptabilisation des recettes fiscales)	3
Stages d'immersion (Bénin)	1

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	3	Renforcement de l'organisation et de la coordination de la fonction gestion fiscale	Un projet de renforcement de l'organisation et de la coordination de la fonction gestion fiscale est élaboré
		Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Une stratégie de renforcement de la collecte et du traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale est élaborée
		Participation à la mission FAD et appui à la mise en œuvre de la SRMT	Les réformes prioritaires de la SMRMT nécessitant un soutien de l'AFW sont identifiées
		Renforcement des capacités en matière de conduite des	Les forces et faiblesses en termes de

[2] Banque mondiale, Banque Africaine de Développement, UE, Allemagne (GIZ), France (AFD, DGT et Expertise France), Suisse (SECO), notamment.

Burkina Faso	3	réformes et appui à l'évaluation des réformes de la DGI (RBM)	performance de la DGI sont évaluées selon la méthodologie TADAT
		Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et institutionnalisation d'une stratégie de réforme pluriannuelle et claire (RBM)	Un plan d'actions post TADAT est élaboré
		Renforcement de l'analyse risque dans la programmation des contrôles fiscaux	La programmation automatisée des contrôles fiscaux est évaluée et ajustée
Côte d'Ivoire	3	Revue des procédures fiscales Phase I (RBM)	Les procédures fiscales à moderniser, simplifier et aligner sur les standards internationaux sont identifiées
		Revue des procédures fiscales Phase II (RBM)	Un premier projet de révision du Livre des procédures fiscales est élaboré
		Renforcement des axes de contrôle et des initiatives utilisées pour détecter et prévenir la fraude et l'évasion fiscales (RBM, TADAT DA6-19)	Un projet de renforcement du dispositif existant de contrôle conjoint DGI / DGD est élaboré
Guinée	3	Amélioration de la connaissance du tissu fiscal et des contribuables potentiels (RBM, TADAT DA1-2)	Les principaux risques d'incivisme fiscal identifiés dans le plan stratégique de modernisation (PSM 2024-2026) sont évalués
		Renforcement de la capacité de pilotage des missions et de gestion des réformes (RBM) – À court terme	Le plan de mobilisation des recettes élaboré en 2024 est mis à jour pour 2025
		Renforcement de la capacité de pilotage des missions et de gestion des réformes (RBM) – À moyen terme	Un plan d'accompagnement du changement avec le déploiement de SAFIG 2, tant pour les responsables, les cadres intermédiaires, que les agents, est élaboré
Guinée-Bissau	3	Appui à la mise en œuvre de la TVA introduite en 2025	Un plan d'accompagnement de la DGCI est élaboré et mis en œuvre
		Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	La stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale est mise en œuvre et évaluée
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement des restes à recouvrer est adopté
Mali	3	Poursuite du renforcement des fonctions de base de l'administration des moyennes entreprises	Plan de pilotage et de maitrise des risques de conformité des moyennes entreprises s'appuyant sur SIGTAS et ETAX adoptés et mis en œuvre
		Appui à l'opérationnalisation des procédures d'enquêtes, de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Les procédures et techniques d'enquêtes visant la détection des fraudes sont formalisées et appropriées par les brigades d'enquêtes (1)
		Appui à l'opérationnalisation des procédures d'enquêtes, de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Les procédures et techniques d'enquêtes visant la détection des fraudes sont formalisées et appropriées par les brigades d'enquêtes (2)
Mauritanie	3	Amélioration de la connaissance du tissu fiscal et des contribuables potentiels (RBM, TADAT DA1-2)	Un calendrier et les procédures opérationnelles pour intégrer les entreprises de la Zone franche de Nouadhibou au répertoire de la DGI sont proposées
		Revue de l'organisation structurelle de la DGI pour permettre une mise en œuvre plus efficace de la stratégie et des réformes d'administration fiscale (RBM)	Des fiches de poste sont rédigées et un projet de séparation claire des rôles et responsabilités entre les services centraux (définition des procédures, planification et suivi) et les services opérationnels (exécution) est proposé
		Renforcement des axes de contrôle et des initiatives utilisées pour détecter et prévenir la fraude et l'évasion fiscales (RBM, TADAT DA6-19)	Un programme de contrôle fiscal, basé sur les standards internationaux et l'analyse risque, est élaboré
Niger	3	Renforcement de l'intégrité et de la fiabilité du répertoire et modernisation de la procédure d'immatriculation	Le taux d'immatriculation en ligne augmente et la gestion du répertoire s'améliore
		Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	La collaboration entre la douane et les impôts en vue de l'élargissement de l'assiette fiscale est relancée
		Systématisation de l'approche analyse risque en matière de programmation du contrôle fiscal	La programmation du contrôle fiscal externe se fait sur la base de l'analyse risque
Sénégal	3	Renforcement de l'intégrité et de la fiabilité du répertoire des contribuables (RBM, TADAT DA1-1)	Une méthodologie de saisie et de mise à jour des données du fichier des contribuables au moyen du Système informatique de validation des adresses physiques (SIVAP) est définie
		Renforcement de la collecte des données utiles à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales (RBM, TADAT DA6-22)	Les principales sources de données en format dématérialisé avec une forte valeur ajoutée en matière d'élargissement de l'assiette sont identifiées pour être exploitées sur la base d'un tableau des risques et d'anomalies pré identifiées
		Renforcement des services offerts au contribuable pour lui faciliter l'accomplissement volontaire de ses obligations (RBM, TADAT DA3-8)	Un projet de réorganisation et de modernisation des procédures internes est élaboré pour qu'une large part des contribuables puissent payer leurs

			impôts via le Système unifié de télépaiement (SUT)
Togo	3	Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et appui à l'évaluation des réformes à l'Office togolais des recettes (OTR)	Les forces et faiblesses en termes de performance de l'OTR sont évaluées selon la méthodologie TADAT
		Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et institutionnalisation d'une stratégie de réforme pluriannuelle et claire	Un plan d'actions post TADAT est élaboré
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Un dispositif de pilotage et un plan de maitrise et d'apurement des restes à recouvrer, basé sur les risques, sont définis et adoptés
UEMOA	1	Appui à la modernisation et l'harmonisation du cadre de gouvernance et des procédures fiscales	Projet régional multi annuel de renforcement de capacité en administration fiscale identifié et feuille de route de mise en œuvre élaborée

Programme de travail 2026 – Gestion des finances publiques (Budget)

Le programme de travail pour l'année fiscale 2026 s'inscrit dans le cadre de la réalisation des objectifs stratégiques du Centre pour son cinquième cycle de financement. Basé sur les priorités des autorités et les orientations du Département des finances publiques (FAD) du FMI**,** ce programme de travail vise notamment à renforcer la préparation du budget aux fins d'en améliorer la sincérité, la transparence et le caractère pluriannuel, ainsi qu'à améliorer l'exécution et le contrôle du budget pour mieux garantir le *value-for-money*.

Dans cette perspective, les activités retenues s'articulent autour des six axes suivants : (i) appui à la programmation, budgétisation et suivi de la gestion des investissements publics (GIP) intégrant les perspectives climatiques au Burkina, en Guinée et au Sénégal ; (ii) renforcement des cadres budgétaires et des dépenses à moyen terme (DPPD) en Guinée Bissau ; (iii) amélioration de la qualité du budget de programme pour mieux l'aligner sur les standards internationaux en Côte d'Ivoire ; (iv) renforcement de la budgétisation sensible au genre et au climat, en Mauritanie ; (v) amélioration du contrôle interne budgétaire (CIB) au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Mali ; et (vi) renforcement du reporting budgétaire au Togo.

Actions programmées	Nombre
Missions d'assistance technique	17
Atelier régionaux ou inter-régionaux (Gestion des investissements publics, système de comptabilisation des recettes fiscales, rencontres professionnelles des finances publiques, Cour des comptes de l'UEMOA et guide régional du CIC et du CIB)	5
Stages d'immersion (Burkina Faso)	1

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	1	Poursuite des travaux sur le contrôle interne budgétaire (CIB)	Le cadre institutionnel du CIB est mis en place et son déploiement opérationnel est effectif dans au moins quatre ministères prioritaires
Burkina Faso	2	Suivi du PIMA/CPIMA	Les recommandations du PIMA/CPIMA se mettent progressivement en place
		Suivi du GDA	Les recommandations de la mission gouvernance se mettent progressivement en place
Côte d'Ivoire	2	Renforcement de la mise en œuvre du budget de programme (1)	Les pratiques actuelles prennent en compte les nouveaux paradigmes de gestion budgétaire en mode programme
		Renforcement de la mise en œuvre du budget de programme (2)	La gestion budgétaire en mode programme s'aligne sur les standards internationaux
Guinée	1	Poursuite des travaux de renforcement de la gestion des investissements publics (GIP)	Le décret sur la GIP est opérationnel
Guinée-Bissau	1	Poursuite de l'appui sur le cadre de dépenses à moyen terme (DPPD)	Les DPPD sont produits pour au moins 2 ministères prioritaires
Mali	1	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire (CIB)	Les cadres institutionnel et technique du CIB sont en place et les formateurs relais formés
Mauritanie	1	Suivi de la mise en œuvre des recommandations de la mission FAD de 2024 sur la budgétisation sensible au climat	Les recommandations de la mission FAD sont mises en œuvre au rythme souhaité
Niger	2	Suivi de la mise en œuvre des recommandations du diagnostic de la gouvernance et de la corruption	Les recommandations du diagnostic sont mises en œuvre au rythme souhaité
		Participation a la mission de gouvernance du siège	Une mission de gouvernance est conduite
Sénégal	2	Appui à la mise en œuvre des mesures suite au rapport de la Cour des comptes sur le *misreporting* (1)	Les insuffisances constatées dans le rapport de la Cour des comptes sont progressivement

			corrigées
		Appui à la mise en œuvre des mesures suite au rapport de la Cour des comptes sur le *misreporting* (2)	Les insuffisances constatées dans le rapport de la Cour des comptes sont progressivement corrigées
Togo	1	Renforcement du reporting budgétaire	Les rapports au titre de reporting sont implémentés dans le système d'information

Programme de travail 2026 – Gestion des finances publiques (Comptabilité et Trésor)

Le programme pour l'année fiscale 2026 se focalisera sur la poursuite des processus en cours de transition à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP) afin d'améliorer la transparence et la qualité des comptes de l'Etat, la consolidation du compte unique du trésor (CUT) et la modernisation de la gestion de la trésorerie demeurent les deux objectifs prioritaires pour les pays de la région. L'AFRITAC Ouest accentuera son accompagnement de tous les pays engagés dans la mise en œuvre de la CDCP, ainsi que sur la consolidation du CUT et la modernisation de la gestion de la trésorerie de l'Etat. Cet appui est mis en œuvre avec des missions d'assistance technique, des séminaires régionaux et des missions d'immersion portant sur ces thèmes.

Les deux objectifs prioritaires du programme s'articuleront autour des 3 axes suivants : (i) la poursuite des appuis à la transition à la CDCP, avec l'articulation entre la CDCP et la comptabilité des matières, l'élaboration de guides pratiques relatifs aux opérations d'inventaire et de clôture, la production et la revue qualité des états financiers annuels, la mise en œuvre du contrôle interne comptable, des appuis à la préparation du bilan d'ouverture (BO) et à l'informatisation de la comptabilité générale, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger , au Sénégal et au Togo ; (ii) la poursuite des appuis sur la consolidation du CUT, la gestion de la trésorerie, et l'intégration de la gestion de la trésorerie et de la dette en Côte d'Ivoire en Guinée-Bissau et au Niger ; et (iii) l'appui à la Commission de l'UEMOA se poursuivra avec la participation d'AFRITAC Ouest aux activités de la Commission portant sur cette thématique.

Actions programmées	Nombre
Missions d'assistance technique	14
Atelier régionaux ou inter-régionaux (Production des états financiers annuels et système de comptabilisation des recettes fiscales, Commission de l'UEMOA et guide régional du CIC et du CIB)	4
Stages d'immersion (pays les plus engagés dans le processus de bilan d'ouverture dans le domaine de la production des états financiers annuels)	1

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	1	Enrichir le bilan d'ouverture de l'Etat et mettre en place le Contrôle interne comptable (CIC)	Les outils d'opérationnalisation du CIC sont disponibles et la qualité des états financiers s'est améliorée
Burkina Faso	1	Enrichir le bilan d'ouverture de l'Etat et mettre en place le Contrôle interne comptable (CIC)	Les outils d'opérationnalisation du CIC sont disponibles et la qualité des états financiers s'est améliorée
Côte d'Ivoire	1	Elaborer le bilan d'ouverture de l'Etat et mettre en place le Contrôle interne comptable (CIC)	Les outils d'opérationnalisation du CIC sont disponibles et la qualité des états financiers s'est améliorée
Guinée	1	Consolider la mise en exploitation du SCIE et assainir la balance générale des comptes du Trésor	Les états financiers annuels sont produits dans les délais et leur qualité s'est améliorée
Guinée-Bissau	1	Améliorer l'organisation comptable	L'organisation comptable s'est renforcée et adaptée à la mise en œuvre des reformes sur le CUT et la CDCP
Mali	1	Elaborer le bilan d'ouverture de l'Etat et assainir la balance générale des comptes du Trésor	Le plan d'action de fiabilisation des états financiers en CDCP est mis en œuvre et la qualité desdits états s'est améliorée
Mauritanie	1	Elaborer le bilan d'ouverture de l'Etat et assainir la balance générale des comptes du Trésor	La revue qualité du bilan d'ouverture de l'Etat est assurée et la qualité des états financiers s'est améliorée
Niger	1	Renforcer la gestion de la trésorerie et son articuler le plan de trésorerie et le plan d'engagement des dépenses	Un plan de trésorerie de l'Etat cohérent avec le plan d'engagement est disponible
Sénégal	1	Elaborer le bilan d'ouverture de l'Etat et mettre en place le Contrôle interne comptable (CIC)	Les outils d'opérationnalisation du CIC sont disponibles et la qualité des états financiers s'est améliorée
Togo	1	Mission conjointe avec le Conseiller Gestion de la dette et développement des marchés financiers sur l'amélioration des procédures d'enregistrement comptables des frais liés	La comptabilisation des opérations et frais liés aux bons et obligations du Trésor s'est améliorée et permet d'assurer la cohérence

	aux bons et obligations du Trésor	entre les données comptables et celles de la dette publique

Programme de travail 2026 – Statistiques des finances publiques

Le programme pour l'année fiscale 2026 s'inscrit dans la poursuite du processus de migration des statistiques de finances publiques aux normes internationales en vigueur dont celles du *Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP) 2014* et du *Guide des statistiques de la dette du secteur public (GSDSP) 2011*. Il s'inscrit également dans la poursuite de mise en œuvre de la directive Nº10/2009/CM/UEMOA portant Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) au sein de l'UEMOA, qui est, elle-même alignée sur ces deux derniers manuels de référence.

Les objectifs prioritaires s'articulent autour des points suivants : (i) l'amélioration de la cohérence des données primaires requises pour la production des SFP et de la cohérence des SFP par l'intégration entre les flux et les stocks d'une part et la réduction des écarts statistiques d'autre part. Tous les pays sont concernés par ces travaux ; (ii) la poursuite de l'élargissement de la couverture institutionnelle du TOF aux autres sous-secteurs du secteur public, en amenant tous les autres pays (Bénin, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger et Togo) à produire au moins les différents TOF sectoriels du secteur des administrations publiques ; (iii) la consolidation des opérations financières au niveau du secteur public pour le Burkina Faso et la Cote d'Ivoire et au niveau du secteur des administrations publiques pour les autres pays à l'exception du Sénégal qui produit déjà le TOF consolidé du secteur public ; (iv) la production de situations supplémentaires du cadre d'analyse des SFP (flux de trésorerie, autres flux économiques et comptes de patrimoine) avec un accent particulier sur les statistiques de la dette du secteur public (SDSP) conformément au *Guide des SDSP 2011 ;* (v) la production de la situation des dépenses selon la Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP) pour l'ACB au moins ; et (vi) la tenue des ateliers de formation (sous forme de séminaires régionaux réunissant tous les pays membre d'AFO, ou de formations dédiées aux pays) renforce les principes et procédures d'élaboration des situations ci-haut citées, selon la méthodologie des manuels MSFP 2014 et GSDSP 2011.

Actions programmées	Nombre
Missions d'assistance technique	15
Atelier régionaux ou inter-régionaux (Consolidation des opérations des administrations publiques, qualité des données primaires et cohérence des SFP)	2
Stages d'immersion (Guinée-Bissau et Niger)	2

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	2	Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014 Extension des autres tableaux du cadre d'analyse minimum aux sous-secteurs de l'administration publique Production d'une ébauche du bilan financier Élargissement du champ des statistiques de finances publiques au secteur de l'administration publique Prise en compte des avantages en nature dans le TOFE	Mise à jour des SFPs de l'ACB selon le MSFP 2014 : (i) série jusqu'à 2022, sur base de l'ancienne NBE ; et (ii) série 2023 selon la nouvelle NBE selon la Directive UEMOA portant NBE. Collecte et examen des données source en vue de la production des statistiques du reste des différents sous-secteurs de l'administration publique conformément au MSFP 2014
Burkina Faso	2	Poursuite de l'affinement du TOF consolidées du secteur des administrations publiques selon le MSFP 2014 Poursuite de l'élaboration du TOF des unités extrabudgétaires des Collectivités territoriales Elaboration du TOF des sociétés publiques Elaboration du TOF consolidé du secteur public à titre expérimental Poursuite de l'affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire Affinement de la situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP Production de la situation de la dette du secteur public. Elaboration du bilan complet Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014	Le TOF consolidées du secteur des administrations publiques est affiné Le TOF des unités extrabudgétaires des Collectivités territoriales est élaboré Le TOF des sociétés publiques est produit. Le TOF consolidé du secteur public est élaboré à titre expérimental Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont affinées pour l'administration centrale budgétaire La situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP est affinée La situation de la dette du secteur public est produite Le bilan complet est élaboré Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014

Côte d'Ivoire	1	Elaboration du TOFE du secteur public selon le MSFP 2014, par la consolidation des TOFEs du sous-secteur des sociétés publiques déjà couvertes, et ceux des sous-secteurs des administrations publiques Affinement des situations de la dette (notamment par le remplissage et publication du Questionnaire des Statistiques de la Dette du Secteur Publique-QSDSP), du bilan financier et des flux de trésorerie Intégration des avantages en nature dans le TOFE	Le TOFE du secteur public (comprenant le plus grand nombre de sociétés publiques possible) est régulièrement produit, conformément au MSFP 2014 Production et dissémination régulière du QSDSP Prise en compte des opérations non monétaires dans les SFP cas des véhicules de fonctions et des dons en nature
Guinée	2	Poursuite de l'affinement du TOF de l'administration centrale budgétaire suivant le TDB et la BGCT en assurant la cohérence des données primaires Production des TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale à titre expérimental Production des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire Affinement de la situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP Production de la situation de la dette du secteur public Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014	Le TOF de l'administration centrale budgétaire suivant le TDB et la BGCT est affiné Les TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale sont produits à titre expérimental Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont produites pour l'administration centrale budgétaire La situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP est affinée La situation de la dette du secteur public est produite Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014
Guinée-Bissau	1	Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2014 Ébauche des situations de la dette et des flux de trésorerie Affinement des tables de passage de la sécurité sociale et des collectivités locales Élargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteur des unités extrabudgétaires Encadrement des travaux du comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP)	Validation du projet de la série de TOFEs (2017-2023) et sa dissémination Mise en place d'un cadre de collecte de données source pour le reste des sous-secteurs de l'administration publique (extrabudgétaire, collectivités locales et sécurité sociale) selon le MSFP 2014 Formation des acteurs de finances publiques Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum selon le MSFP 2014
Mali	1	Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2014 des sous-secteurs de l'administration publiques Affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques	Mise à jour des SFPs de l'ACB jusqu'à 2023 Finalisation des projets des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique produites conformément au MSFP 2001/2014 Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum du central budgétaire
Mauritanie	1	Production régulière du TOFE selon le MSFP 2014, et sa dissémination au grand public Élaboration des ébauches des autres tableaux du cadre d'analyse minimum Collecte et examen des données pour l'élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques Affinement des situations de la dette (notamment par le remplissage et publication du Questionnaire des Statistiques de la Dette du Secteur Publique-QSDSP) Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP)	Finalisation des projets TOFE annuels base MSFP 2014, couvrant ACB et Collectivités locales (série jusqu'à l'exercice 2023, et leur dissémination Mise en place d'un cadre permettant la collecte des données source des unités des sous-secteurs de la sécurité sociale, ainsi que pour les unités extrabudgétaires, ainsi l'élaboration de leur TOFE, selon le MSFP 2014 Identification des transactions liées aux opérations non monétaires (cas des véhicules de fonction et des dons en nature), et leur prise en compte dans les SFP Mise en place d'un comité SFP
Niger	1	Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2014 Affinement de la situation de la dette et de la situation de trésorerie Élargissement du champ de couverture des SFP Intégration des avantages en nature dans le TOFE	Mise à jour des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire : (i) jusqu'à fin 2021 selon l'ancienne NBE ; et (ii) 2022 et 2023 selon la nouvelle NBE base Directive UEMOA portant NBE Revue des projets de TOFEs base MSFP 2014 des collectivités locales et de la sécurité sociale Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum selon le MSFP 2014 Elaboration de l'ébauche de la table de passage des unités extrabudgétaires
Sénégal	2	Affinement des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique Production de la situation consolidée de l'administration publique selon les normes et délais de la NSDD Élargissement des statistiques au secteur public Élargissement du champ des tableaux du cadre d'analyse minimum Production du compte de patrimoine Intégration des avantages en nature dans le TOFE Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP)	La situation consolidée des statistiques de l'administration publique est produite conformément aux délais de la NSDD Prise en compte des opérations non monétaires dans les SFP cas des véhicules de fonctions et des dons en nature Production du compte de patrimoine Élargissement du champ de couverture de la dette au secteur public et des situations consolidées du secteur public
Togo	2	Poursuite de l'affinement du TOF de l'administration centrale budgétaire en assurant la cohérence des données primaires	Le TOF de l'administration centrale budgétaire suivant le TDB et la BGCT est affiné Les TOFE des unités extrabudgétaires, des

	Production des TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale à titre expérimental Production des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire Affinement de la situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP Production de la situation de la dette du secteur public Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014	collectivités locales et des organismes de sécurité sociale sont produits à titre expérimental Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont produites pour l'administration centrale budgétaire La situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP est affinée La situation de la dette du secteur public est produite Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014

Programme de travail 2026 – Statistiques du secteur réel

Les activités programmées pour l'année 2026 dans le domaine des statistiques du secteur réel sont concentrées sur la comptabilité nationale, les indicateurs de haute fréquence et les prix. Elles visent quatre objectifs principaux : (i) poursuivre la mise en œuvre du *Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008* et l'amélioration de la ponctualité et de la couverture des comptes nationaux dans tous les pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest ; (ii) accompagner les projets de rénovation de l'année de base des comptes nationaux au Burkina Faso, en Guinée, et au Sénégal ; (iii) poursuivre la mise en place ou le développement des comptes nationaux trimestriels (CNT) au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Togo ; et (iv) appuyer le développement des indicateurs de haute fréquence en Côte d'Ivoire, au Togo et au Sénégal.

Après les activités de rebasage finalisées par neuf pays sur les dix pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest, un accompagnement continuera en faveur de la Guinée pour finaliser la mise en œuvre du *SCN 2008* avec une nouvelle année de base combinée à la rétropolation pour mettre à disposition des utilisateurs des séries longues de PIB. Le Burkina Faso et le Sénégal recevront des appuis d'AFW pour assurer la production des comptes des nouvelles années et l'amélioration de la couverture des comptes nationaux. Il convient de noter que pour la plupart des pays, les années de base 2014, 2015 et 2016 commencent déjà à s'éloigner et que plusieurs pays notamment au sein de l'UEMOA ont annoncé leur intention de rebaser les comptes nationaux au cours des prochaines années. En outre, le développement de la séquence des comptes de secteurs constitue également un axe d'amélioration des comptes nationaux. Des appuis seront ainsi offerts à la Côte d'Ivoire, à la Mauritanie et au Togo pour élaborer leurs comptes financiers. L'amélioration de la ponctualité et la rédaction des notes méthodologiques occuperont une partie des activités du centre. Cet appui concernera en particulier le Bénin, où la série des comptes nationaux définitifs accuse un retard notable. L'AFRITAC de l'Ouest poursuivra l'introduction et le développement des comptes nationaux trimestriels notamment avec la Côte d'Ivoire, le Mali, le Togo, et le Niger. Dans la plupart des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest des premières estimations des comptes nationaux trimestriels selon l'optique production ont été mises en place. Les appuis continueront pour intégrer l'approche des dépenses et procéder à désaisonnalisation du PIB.

Actions programmées	Nombre
Missions d'assistance technique	17
Atelier régionaux ou inter-régionaux	1

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	1	Formation des nouveaux cadres sur le Système de comptabilité nationale	Les nouveaux cadres sont en mesure de contribuer aux travaux de traitement des données sources et de production des comptes nationaux
Burkina Faso	2	Désaisonnalisation des comptes nationaux trimestriels	Le calendrier des fêtes est disponible ; les modèles de CVS sont identifiés pour chaque activité ; une série de PIB trimestriel CVS est disponible
		Appui aux travaux de rebasage	Les nomenclatures sont mises en place et le traitement des enquêtes de structures est en cours
Côte d'Ivoire	2	Mise en place des CNT avec l'intégration de l'approche des dépenses	Un TRE trimestriel est utilisé pour intégrer l'approche des dépenses dans le système de production des CNT
		Mise en place des comptes financiers	Les sources sont collectées et traitées par l'INS

			pour la production des comptes financiers
Guinée	2	Formation sur le rebasage et la rétropolation	Les données sources pour la rétropolation sont collectées et traitées
		Mise en place de l'année de base 2018 selon le SCN 2008 et rétropolation	Les sources sont collectées et traitées pour la mise en place de la série complète des comptes nationaux selon l'année de base 2018
Guinée-Bissau	2	Compilation des CN 2020 et 2021 selon le SCN 2008	Les CNA 2020 et 2021 sont produits, les sources sont collectées et traitées par les cadres de l'INE et les notes méthodologiques sont disponibles
		Formation sur le rebasage et la cadre des équilibres ressources-emplois	Cadre des EREs est bien compris par les cadres de l'INE
Mali	1	Mise en place des CNA contemporains et des CNT cohérents avec les CNT	Les sources sont collectées et traitées par les cadres de l'INS
Mauritanie	2	Les CNT produits sont cohérents avec les CNA contemporains	La série des CNT cohérents des CNA à jours sont produits
		Désaisonnalisation des CNT	Le calendrier des fêtes est disponible ; les modèles de CVS sont identifiés pour chaque activité ; une série de PIB trimestriel CVS est disponible
Niger	1	Mise en place des CNT cohérents avec les CNA	La série des CNT cohérents des CNA à jours sont produits
Sénégal	2	Mise en place d'une nouvelle année de base selon le SCN 2008	Un bilan diagnostic de la base 2014 est effectué et les nouvelles nomenclatures sont mises en place
		Mise en place des indicateurs de haute fréquence (IHF) corrigés des variations saisonnières	Les IHF corrigés des variations saisonnières sont produits et publiés
Togo	2	Elaboration des comptes financiers	Les collectes de données sont conduites ; Les opérations financières sont traitées
		Elaboration des IHF corrigés des variations saisonnières	Le calendrier des fêtes est disponible ; Les modèles de CVS sont identifiés pour chaque indicateur

Programme de travail 2026 – Gestion de la dette et développement des marchés financiers

Les activités de développement des capacités prévues pour l'année fiscale 2026 dans le domaine de gestion de la dette publique visent à consolider les progrès enregistrer au cours des dernières années et à accompagner les Etats membres à relever les défis d'une gestion prudente de la dette publique.

À la suite des récentes crises, les Etats de la sous-région continuent de faire face à une baisse de la disponibilité du financement, du renchérissement des emprunts et une baisse des marges d'endettement extérieur. La gestion prudente de ces marges ainsi que l'approfondissement des marchés locaux de titres publics des Etats membres sont devenus des enjeux majeurs de la gestion de la dette publique dans les Etats membres. Ces défis surviennent alors que certains Etats continuent de connaitre des fragilités concernant la qualité des données utilisées pour la prise de décision, tandis que le risque de personne-clé s'est accru dans d'autres Etats. À cet égard, des actions de renforcement des capacités en matière de formulation et de mise en œuvre de stratégie prudente de gestion de la dette seront poursuivies. Des efforts seront également mis en œuvre pour le renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette ainsi que l'amélioration de la qualité des données utilisées pour la prise de décision et pour l'information du public sur la qualité de gestion de la dette. Le Centre accompagnera les Etats membres dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette, Le Centre continuera à conseiller les Etats sur la meilleure façon de développer les marchés locaux de la dette publique.

De façon spécifique, les activités prévues visent à : (i) consolider les progrès réalisés en matière de formulation de la stratégie de gestion de dette à moyen terme (SDMT), au Burkina-Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, et au Niger ; (ii) renforcer les capacités de la Côte d'Ivoire, de la Guinée de la Guinée-Bissau et du Mali, dans la planification et l'exécution efficiente des opérations sur les titres publics ; (iii) renforcer les capacités du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Togo en matière d'analyse et de couverture du risque de marché dans le portefeuille de la dette publique ; (iv) aider le Sénégal définir les modalités d'octroi et de gestion de la garantie de l'Etat et de la rétrocession des prêts publics ; (v) renforcer les pratiques de gestion des données de la dette publique au Burkina-Faso, en Guinée- Bissau, au Niger, et au Sénégal ; (vi) aider la Guinée à préparer le manuel de procédure des activités de gestion de la dette publique ; (vii) conseiller la Mauritanie sur le

séquençage des actions de développement du marché des titres publics ; et (viii) renforcer les capacités de réalisation d'analyse de viabilité de la dette au Mali et au Togo.

Actions programmées	Nombre
Missions d'assistance technique	20
Atelier régionaux ou inter-régionaux (Préparation et exécution des émissions d'emprunts sur les marchés internationaux, audit de gestion de la dette publique et stratégie de gestion de dette à moyen terme)	3

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	2	Formation sur la gestion active de la dette et la gestion du risque de marché Renforcement des pratiques en matière de gestion du risque budgétaire lié à la dette publique	Les agents de la Caisse autonome de gestion de la dette et de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique ont une meilleure compréhension des techniques de gestion active de la dette et de couverture de risque de marché Les agents de la Caisse autonome de gestion de la dette sont formés à l'utilisation des outils analytiques développés par le FMI pour quantifier le risque budgétaire lié aux opérations de gestion de gestion de la dette Les agents de la Caisse autonome de gestion de la dette ont une meilleure compréhension des mesures d'atténuation du risque budgétaire lié aux opérations de gestion de la dette.
Burkina Faso	2	Poursuite de l'appui au renforcement des pratiques de gestion des activités de back-office de gestion de la dette Renforcement des pratiques d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie de gestion de dette à moyen terme	Au moins cinq agents de la Direction de la dette publique peuvent enregistrer et valider les instruments de dette dans le système dédié Au moins trois agents de la Direction de la dette publique peuvent manipuler le système dédié pour préparer des rapports personnalisés Au moins deux agents de la Direction de la dette publique peuvent manipuler sans assistance l'outil analytique de préparation de la stratégie de gestion de la dette
Côte d'Ivoire	2	Renforcement de l'articulation entre la stratégie de gestion de la dette et le plan annuel de financement Renforcement des capacités en matière de gestion de risque du marché lié au portefeuille de la dette publique	Au moins 3 agents de la Direction générale des financements peuvent manipuler sans assistance les outils analytiques de préparation de la stratégie de gestion de la dette et de préparation du plan annuel de financement. Les agents de la Direction générale des financements ont une meilleure compréhension des techniques d'atténuation du risque de marché lié au portefeuille de la dette publique
Guinée	2	Appui à la préparation du manuel de procédures de gestion de la dette publique Poursuite de l'appui au renforcement des pratiques de préparation du plan annuel de financement	Le manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique est préparé et adopté. Au moins deux agents peuvent manipuler sans assistance l'outil de préparation du calendrier d'émission des titres publics
Guinée-Bissau	2	Poursuite de l'appui au renforcement des capacités en matière de préparation de la stratégie de gestion de la dette publique et de plan annuel de financement Poursuite de l'appui au renforcement des pratiques de gestion des données de la dette publique	Le plan annuel de financement est établi à partir de la stratégie de gestion de dette retenue Le nombre d'agents de la Direction générale de dette pouvant utiliser l'outil de préparation de la stratégie de gestion de la dette a augmenté. Au moins 5 agents de la Direction générale de la dette publique peuvent enregistrer et valider les instruments de dette dans le système dédié Au moins 5 agents de la Direction générale de la dette publique peuvent manipuler le système dédié pour préparer des rapports personnalisés

Mali	2	Poursuite de l'appui sur l'amélioration de la préparation et de la mise en œuvre du programme d'émission des titres publics Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu	Au moins deux cadres de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique peuvent utiliser sans assistance l'outil analytique de préparation du calendrier d'émission des titres publics La Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique a préparé et adopté une stratégie de communication avec les investisseurs du marché des titres publics Au moins un cadre peut utiliser l'outil de préparation de l'analyse de viabilité de la dette des pays à faible revenu
Mauritanie	2	Poursuite de l'appui au développement du marché des titres publics	Les agents de la Banque centrale de Mauritanie, du ministère de l'Économie et des Finances et des participants au marché sont formés sur les bonnes pratiques du marché des titres publics. La feuille de route pour le développement du marché des valeurs du Trésor est mise à jour
Niger	2	Etat des lieux des données de la dette publique Renforcement des capacités en matière de gestion de la dette publique	Point sur la qualité et la disponibilité des données de la dette publique Au moins deux agents peuvent utiliser sans assistance l'outil de préparation de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme
Sénégal	2	Amélioration des projections des décaissements des prêts-projets et du service de la dette Appui à l'élaboration des modalités d'octroi et de gestion de la garantie de l'Etat et de rétrocession des prêts	Des pratiques améliorées de projection des décaissements de prêts-projets et du service de la dette sont adoptées. Les modalités d'octroi et de gestion de la garantie de l'Etat et de rétrocession des prêts de l'État sont préparés et adoptés.
Togo	2	Formation sur la gestion active de la dette et la gestion du risque de marché Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu	Les agents de la Caisse autonome de gestion de la dette et de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique ont une meilleure compréhension des techniques de gestion active de la dette et de couverture de risque de marché Au moins un cadre peut utiliser l'outil de préparation de l'analyse de viabilité de la dette
Séminaire régional	3	Préparation et exécution des émissions emprunts sur les marchés internationaux Audit de gestion de la dette publique Stratégie de gestion de dette à moyen terme Stratégie de gestion de dette à moyen terme	Les participants ont amélioré leur connaissance de la fonction et des procédures d'audit interne des activités de gestion de la dette publique. Les participants ont amélioré leurs connaissances des étapes de préparation et d'exécution des émissions d'emprunts sur les marchés internationaux Les agents des pays membres de l'UEMOA ont amélioré leur compréhension de l'utilisation du cadre de préparation de la stratégie de gestion de dette à moyen terme.

Programme de travail 2026 – Supervision bancaire et règlementation financière

Le programme 2026 d'AFRITAC de l'Ouest vise à renforcer la solidité des systèmes financiers, en particulier bancaires, à travers la mise en conformité des réglementations avec les normes internationales du Comité de Bâle et l'amélioration des processus de supervision. L'appui porte sur la révision des textes réglementaires, le développement d'outils de supervision, l'intégration des normes IFRS (notamment IFRS 9), et la prise en compte des risques financiers liés au climat. Des missions d'assistance technique sont prévues en Guinée et en Mauritanie pour finaliser des réformes réglementaires, améliorer la supervision des risques cyber et informatiques, et tester de nouveaux systèmes de notation bancaire. Neuf missions sont également programmées pour les institutions régionales (SGCBU, DSF de la BCEAO), avec un accent sur les risques climatiques, les institutions de microfinance, et la supervision consolidée. Deux séminaires interrégionaux seront organisés sur les risques climatiques et les piliers 2 et 3 du cadre bâlois.

Actions programmées	Nombre
Missions d'assistance technique	17
Atelier régionaux ou inter-régionaux	2

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
BCEAO / SGCBU	8	Renforcement de la réglementation bancaire et supervision basée sur les risques.	❖ Revue du projet de dispositif prudentiel applicable aux institutions de microfinance. ❖ Revue d'un projet de texte relatif à la cybersécurité ❖ Formation des agents du SGCBU à la supervision du risque de marché. ❖ Formation des agents du SGCBU à l'analyse des plans préventifs de rétablissement. ❖ Formation des agents du SGCBU à la supervision sur base consolidée. ❖ Formation des agents du SGCBU au contrôle des établissements de crédit-bail et d'affacturage. ❖ Formation des agents du SGCBU au contrôle sur pièces et sur place du risque de liquidité.
		Renforcement de la réglementation et de la supervision des risques financiers liés au climat	❖ Revue d'un projet de texte réglementaire relatif à la gestion du risque climatique.
		Amélioration des exigences réglementaires en matière de comptabilité et de provisionnement prudentiel.	❖ Revue d'avancement de l'implémentation des normes IFRS.
BCRG	5	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire.	❖ Finalisation de l'étude d'impact relative au ratio de liquidité et du projet d'instruction y relatif. ❖ Mise en place d'un cadre de supervision pour le risque de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire. ❖ Poursuite de la révision du système de notation des établissements de crédit (2 missions). ❖ Mise en place d'un cadre réglementaire pour la gestion des risques cyber et IT.
BCM	4	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire	❖ Développement des méthodologies de supervision des risques cyber et informatiques. ❖ Révision des instructions relatives à la division des risques et aux relations avec les parties liées.□
		Renforcement de la réglementation et de la supervision des risques financiers liés au climat.	❖ Mise en place d'un cadre réglementaire pour superviser les risques financiers liés au climat.
		Amélioration des exigences réglementaires en matière de comptabilité et de provisionnement prudentiel.	❖ Poursuite des travaux relatifs à la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Programme de travail 2026 – Analyse macro-économique et budgétaire

Le programme 2026 d'AFRITAC de l'Ouest vise à renforcer les capacités institutionnelles des pays membres dans la préparation et le suivi des politiques macroéconomiques, avec un accent sur le cadrage budgétaire à moyen terme et l'analyse des risques budgétaires. Les interventions porteront sur l'opérationnalisation du cadrage macroéconomique en Mauritanie, l'approfondissement des outils de prévision au Niger, au Mali et au Sénégal, l'élaboration du DPBEP en Guinée-Bissau, et le renforcement de l'analyse des risques budgétaires au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Togo. Un atelier régional sur le cadre budgétaire à moyen terme est prévu, ainsi que des stages d'immersion pour les cadres maliens au Niger. Le Centre participera également aux activités organisées par AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA et la CEA, notamment sur les prévisions macroéconomiques et les meilleures pratiques de cadrage.

Actions programmées	Nombre
Missions d'assistance technique	18
Atelier régionaux ou inter-régionaux	3

Pays	Nombre de missions	Thématiques	Jalons / Résultats attendus
Bénin	2	Renforcer l'analyse des risques budgétaires Appui au dispositif technique de cadrage macro budgétaire	La quantification des risques budgétaires spécifiques est renforcée ; Les outils de cadrage macro budgétaire sont renforcés
Burkina Faso	2	Renforcer les analyses sur les risques budgétaires Améliorer les pratiques de prévision des recettes.	La pratique d'analyse des risques budgétaires est améliorée ; Les outils de prévision des principales recettes fiscales sont améliorés"
Côte d'Ivoire	2	Renforcer les analyses sur les risques budgétaires ; Appui au cadrage macrobudgétaire à moyen terme	La pratique d'analyse des risques budgétaires est améliorée
Guinée	2	Renforcer les capacités d'analyse sur les risques budgétaires ; Améliorer les pratiques et les outils de prévision de recettes	Les risques macroéconomiques sont analysés et quantifiés. Une déclaration de qualité sur les risques budgétaires est annexée au projet de loi de finances 2026 Les outils de prévision des principales recettes fiscales sont améliorés
Guinée-Bissau	1	Améliorer le cadrage macro budgétaire et l'élaboration du DPBEP	Les risques budgétaires sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires ; L'outil de cadrage macro budgétaire à moyen terme est renforce
Mali	2	Optimiser l'utilisation du MME_DNPD rénové ; Appui au cadrage macro budgétaire et quantification des risques budgétaires	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires ; La pratique de cadrage macroéconomique est renforcée avec l'utilisation de MME_DNPD rénové
Mauritanie	3	Opérationnaliser le dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire	Le dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire produit un cadrage macro budgétaire a moyen terme est opérationnel ; Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires
Niger	2	Renforcer les capacités du personnel en matière de revue des dépenses publiques et de prévisions budgétaires. Appui au cadrage macro budgétaire à moyen terme	Revue des dépenses publiques et prévisions budgétaires. Les outils de cadrage macro budgétaire sont
Sénégal	2	Appui au cadrage macro budgétaire à moyen terme ; Renforcer les analyses sur les risques budgétaires	La pratique de cadrage macro budgétaire est renforcée avec l'utilisation de MMB/TRE rénové ; La quantification des risques budgétaires est renforcée
Togo	1	Appui aux outils CBMT/CDMT et gestion des risques budgétaires	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques

Programme de travail 2026 – Ateliers et séminaires régionaux / inter-régionaux

Domaines	Thématiques	Dates et lieux	Partenaires	Participants
Premier trimestre (mai-juillet 2025)				
Statistiques des finances publiques	Consolidation des opérations des administrations publiques	Togo, juillet 2025	UEMOA	30
Statistiques du secteur réel	Comptes nationaux trimestriels corriges des variations saisonnières	Sénégal, juin 2025	UEMOA	40
Gestion de la dette et développement des marchés financiers	Préparation et exécution des émissions d'emprunts sur les marchés internationaux	Cameroun ou Congo, juillet 2025	AFC, Japon	20
Supervision bancaire et règlementation financière	Réglementation et supervision des risques financiers liés au climat	À déterminer, juillet 2025	MCM FR, AFC et AFS	15
Deuxième trimestre (aout-octobre 2025)				
Administration douanière	Utilisation de l'analyse de données et du machine Learning pour le contrôle a posteriori	Sénégal, à déterminer	FADR2, UEMOA	20
Administration fiscale	Cadre de gouvernance d'une administration fiscale	Togo, octobre 2025	FADR2, UEMOA	30

Gestion des finances publiques (Budget)	4ème séminaire inter-régional sur la gestion des investissements publics	Guinée, novembre 2025	FADM2, AFC, Japon	30
Supervision bancaire et règlementation financière	Les piliers 2 et 3 du cadre bâlois	À déterminer, novembre 2025	AFC	10
Troisième trimestre (novembre 2025-janvier 2026)				
Administration fiscale	Leadership (pays lusophones)	Angola, septembre 2025	FADR2, AFC, AFS	6
Administration fiscale et Gestion des finances publiques (Comptabilité et Trésor)	Systèmes de comptabilisation des recettes et de remboursement des crédits de TVA (TADAT DA8)	Sénégal, décembre 2025	FADR2, FADM2, UEMOA	40
Administration fiscale	Processus de règlement des contentieux fiscaux (TADAT DA7)	Bénin, janvier 2026	FADR2, UEMOA	30
Gestion des finances publiques (Comptabilité et Trésor)	Séminaire inter-régional sur la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (production des comptes et des états financiers)	Cameroun, janvier 2026	FADM2, AFC	30
Quatrième trimestre (février-avril 2026)				
Statistiques des finances publiques	Cohérence des données primaires pour la compilation des SFP	Côte d'Ivoire, avril 2026	AFC	30
Gestion de la dette et développement des marchés financiers	Audit de gestion de la dette publique	Togo ou Bénin, janvier 2026	AFC, Japon	20
Analyse macro-économique et budgétaire	Renforcement du cadre budgétaire à moyen terme	Togo, février 2026	FADM2	30
Autres séminaires				
Gestion des finances publiques (Comptabilité et Trésor)	Séminaire de FADM2 sur la monnaie digitale	Côte d'Ivoire, février 2025		0
	Séminaire de FADM2 sur la transparence budgétaire en Afrique francophone subsaharienne	À déterminer		0
Analyse macro-économique et budgétaire	Séminaire AFRISTAT/WAEMU/AFW (1er semestre)	Burkina Faso, juin 2025		4
	Séminaire AFRISTAT/WAEMU/AFW (2nd semestre)	À déterminer, novembre 2025		4

Programme de travail 2026 – Stages d'immersion, apprentissage par les pairs, voyages d'études

Domaines	Thématiques	Pays hôte potentiels	Bénéficiaires
Administration fiscale	Renseignement fiscal	À déterminer	Bénin
Administration douanière	Mise en œuvre des projets de réformes et analyse risque	À déterminer	Guinée, Mauritanie
Gestion des finances publiques (Budget)	Gestion des investissements publics	Bénin	Burkina Faso
Gestion des finances publiques (Comptabilité et Trésor)	Processus de bilan d'ouverture dans le domaine de la production des états financiers annuels	À déterminer	Pays les plus engagés dans le processus de bilan d'ouverture
Statistiques des finances publiques	Compilation et analyse des SFP	À déterminer	Guinée-Bissau, Niger
Analyse macro-économique et budgétaire	Analyse macro-budgétaire	Niger	Mali

MOUVEMENTS DU PERSONNEL

L'AFRITAC de l'Ouest a enregistré deux départs et quatre arrivées au cours de l'année fiscale 2025.

Mme Ha Vu, Conseillère en gestion des dépenses publiques (Budget) a quitté le Centre et Mme Anne Marie Siby, Office manager du Centre, a fait valoir ses droits à la retraite, remplacée par Mme Ahou N'da, suivi du recrutement d'une nouvelle Coordonnatrice administrative Mme Marie-Aude N'guessan.

Dans le même temps, le Centre a accueilli MM. Bady Ebe, Mourad Arfaoui, Abdoulahi Mfombouot et Hasina Rakotondrainibe, respectivement Conseillers en analyse macro-économique et budgétaire, administration douanière, gestion des finances publiques (Budget) et administration fiscale.

REMPLACEMENTS ET NOUVEAUX VENUS



Abdoulahi Mfombouot, Conseiller résident en gestion des dépenses publiques



Mihamintsoa Hasina Rakotondrainibe, Conseiller en administration fiscale



Bady Ebé, Conseiller en gestion macro-budgétaire



Mourad Arfaoui, Conseiller en administration douanière



Ahou N'da, Office Manager AFW



Marie-Aude N’guessan, Coordonnatrice administrative